

Coordination Terra : "L'État nous doit un air pur!"

Les associations de défense de l'environnement et citoyennes étaient rassemblées hier devant le siège de la préfecture, à Ajaccio, pour réclamer une action rapide de l'État sur les dossiers environnementaux

Une centaine de personnes s'est rassemblée hier devant le Palais Lantivy, à Ajaccio, à l'appel de la coordination Terra.

Cette dernière regroupe plusieurs associations de défense de l'environnement, parmi lesquelles A Sentinella, Le Garde, Aria Linda, Global Earth Keeper, Zeru Frazzu, ADN-Passpartout, La Ligue contre le cancer 2A, ABCDE et U levante (cette dernière n'était hier toutefois pas représentée). Depuis sa création le 3 avril dernier, la coordination multiplie les conférences de presse et les actions. Après avoir exprimé publiquement leurs inquiétudes devant les grilles de la préfecture, les représentants des associations ont été reçus par Alain Charrier, le secrétaire général de la préfecture. Plusieurs dossiers ont été déposés.

"Les Corses, de sous-citoyens?"

En tête desquels, celui de l'arrivée du gaz naturel en Corse : "Le dossier est au point mort, tonne Dominique Lanfranchi de l'association A Sentinella. Le gaz naturel permettrait pourtant de réduire de façon significative la pollution générale. Comme celle engendrée par les navires. L'arrivée du gaz naturel nous permettrait également de développer le parc automobile électrique. Nous



Terra réclame une action contre la pollution qui "menace la santé de nos enfants". Et exige d'être "informés de la politique que veut mener l'État en matière environnementale".

/PHOTO IFFAN-PIFFRE (ETI 71)

sommes confrontés à plusieurs sources de pollution. Celle engendrée par la cigarette dépend de la volonté des fumeurs, celle des bateaux dépend en partie des compagnies maritimes. En revanche l'État peut directement agir en permettant la réalisation d'une infrastructure pour le gaz naturel".

Dominique Lanfranchi espère encore la réalisation d'un grand gazoduc : "Il y a eu les propos tenus par Nicolas Hulot puis la proposition de son successeur François de Rugy, le ministre de l'Énergie,

d'un terminal gravitaire en béton sous-marin, une structure qui n'existe qu'à Venise et qui a réclamé 2 milliards d'euros et 12 ans d'études. L'État a multiplié les leurre pour gagner du temps." Terra espère par son action relancer le projet d'un gazoduc "et ainsi fermer enfin la centrale du Vazzio au fioul lourd qui nous met en danger".

"Les Corses seraient-ils de sous-citoyens?", s'interroge de son côté Dominique Le Garde. "L'État fait beaucoup de communication sur

d'autres sujets, comme celui des paillotes. Mais il nous doit également un air pur. Les épisodes de pollution se multiplient avec le réchauffement climatique, comme nous avons de nouveau pu le constater vendredi à Ajaccio avec la fermeture des écoles. Nous voulons désormais des mesures concrètes pour mettre un terme au fioul lourd ou autre exemple, agir sur la pollution engendrée par les bateaux qui, en principe, après deux heures à quai devraient fonctionner au fioul léger", souligne la

responsable du Garde.

Global Earth Keeper réclame pour sa part des actions pour renforcer les mesures de protection de la réserve naturelle de Scandola. "Nous avons certes besoin du tourisme, fait valoir Dominique Lanfranchi, mais il est impératif de réglementer et contrôler les flux. Ou serons-nous bientôt obligés de manifester contre le tourisme, comme à Barcelone?"

Soutenus par leurs adhérents, et des sympathisants, parmi lesquels La Ligue des droits de l'homme ou encore

des membres de Corsica Libera, les représentants de Terra exigent d'être clairement "informés de la politique que veut mener l'État en Corse en matière environnementale".

Les associations préviennent : "Aujourd'hui nous interpellons l'État, demain nous interpellons les élus. Notre coordination ne cesse de grossir depuis sa création. Nous comptons par conséquent multiplier nos actions et continuer à mettre la pression."

CAROLINE MARCELIN